

Article du 9 juillet 2015 Fabienne TRELAT

DE SAUMUR

Habitat solidarité en danger !

L'association se bat depuis des années pour l'insertion sociale des plus fragiles par le logement. Vital, le financement du Conseil départemental serait réduit de 45 %. Des licenciements sont envisagés...

Fabienne TRÉLAT

redac.saumur@courrier-ouest.com

Ceux qui viennent ou téléphonent à Habitat solidarité sont souvent au bord du désespoir. Ils y trouvent accueil et orientation pour les aider à sortir de l'ornière, dans laquelle les difficultés de la vie les ont fait tomber. Familles, élus, partenaires et mêmes mairies signalent à leur tour des situations critiques. Depuis 1993, l'insertion sociale par le logement est la mission de l'association. « Avoir un chez soi » prend toute son importance quand on le perd où qu'on ne parvient pas à y accéder.

Avant de tomber dans le gouffre...

Dès le départ, le Conseil départemental du Maine-et-Loire a soutenu cette action. L'actuel président Christian Gillet l'a d'ailleurs réécrit dans son premier édito de nouvel élu : « Le premier engagement est celui d'être un département solidaire, attentif aux personnes démunies et fragilisées ». Pourtant du discours aux actes, on trouve parfois un gouffre. Ici, c'est un gouffre financier dans lequel le Département, au bord de la faillite, risque de tomber. Il entraîne avec lui des associations à caractère social, auxquelles il a demandé contre financement de gérer un certain nombre de missions.

Habitat Solidarité a reçu l'an dernier une subvention de 110 000 €. Elle était de 135 000 €, il y a deux ans. Puis, l'association a été prévenue par les services du Département que le montant serait réduit cette année de 40 à 50 %. Dernièrement, la conseillère départementale saumuroise Françoise Damas a présenté une délibération à Angers. Elle a conduit au vote d'une « avance » de 50 000 €. « Elle nous permet de payer cette moitié d'année mais nous sommes déjà en juillet » explique très inquiète la nouvelle présidente Catherine Girard, « que va-t-il se passer pour la suite ? ». La crise est grave : « Hier, on a vu l'avocat pour savoir comment



Saumur, mardi après-midi. Catherine Girard, la nouvelle présidente d'Habitat solidarité garde le sourire malgré sa vive inquiétude : « On demande une réunion avec l'État, la Caf, la ville, l'Agglo, le conseil général mais on attend toujours... »

faire pour des licenciements. Mon gros souci, c'est le Relais familial ».

Cette structure dépend d'Habitat Solidarité. Elle soutient les parents

- moyenne d'âge 25 ans, parfois mineurs - dans leur apprentissage de la fonction parentale. Ses salariées sont directement concernées. Lors de

l'assemblée générale du 9 juin dernier, elles ont exprimé leur trouble. « Plus que de leur situation, elles ont parlé surtout de ce qui attend ces parents en difficulté, de la prévention qui résout les situations difficiles et réduit les coûts » s'émeut Catherine Girard. Les conséquences de la fermeture seront avant tout humaines : l'insécurité matérielle et psychologique pour des jeunes femmes seules avec leur(s) enfant(s) ou des jeunes couples en difficulté. Alors que le Relais accueille 9 parents et 11 enfants actuellement, il doit refuser les admissions. Or 15 demandes sont en attente.

Les salariées du Relais ont formulé avec justesse cette évidence qu'impose la réalité : « Ces fausses économies auront un coût : ce qui est économisé ici, coûtera ailleurs. Les économies faites sur la prévention auront un coût en termes de mesures de protection, de justice, de santé... ».

Le Relais familial fonctionne avec 5 salariés, soit deux emplois à temps plein, « une goutte d'eau dans le budget du Département. Comment fonctionner à moins ? ». Le tableau est sombre. Catherine Girard résume bien la situation : « Ce qui me choque, c'est qu'on fasse des économies sur le dos des plus démunis ». C'est bien une décision politique, celle des décideurs, qui permettra de dépasser les logiques administratives de ligne budgétaire, afin d'aider d'autres humains.

À SAVOIR

Une place vitale dans le Saumurois

« Les agents du Conseil départemental nous ont suggéré de trouver des mécènes. C'est ce que nous faisons depuis de nombreuses années mais l'argent vient en aide pour acheter du matériel électroménager ou des choses de la sorte. Ce n'est pas pour le fonctionnement de l'association et les salaires » note la présidente.

D'ailleurs, les subventions du Département viennent en paiement des missions de sa compétence qu'il a

déléguées. « La collectivité nous a demandés rapidement après notre création d'embaucher des professionnels pour encadrer les personnes aidées. C'est le cas des éducatrices spécialisées ou des conseillères. Notre activité de bénévoles est importante mais ça, nous ne pouvons pas le faire. ».

La place du Relais familial est vitale dans le tissu social saumurois qui n'a ni centre maternel, ni centre d'hébergement ou de réinsertion sociale

pour les familles. Depuis avril, Catherine Girard frappe aux portes des élus pour tenter d'alerter sur la situation critique d'Habitat Solidarité. Sans succès. Même la lettre au président du conseil départemental Christian Gillet est restée sans réponse. « Nous avons besoin d'urgence d'une réunion de tous les partenaires pour évoquer la situation. Nous sommes prêts à évoluer mais encore faut-il en discuter ensemble ».